

DECISION N° 2024-42-PC du 29 aout 2024

Décision modifiant le plan de chasse grand gibier pour la campagne 2024/2025

Le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Meuse,

Vu les articles L. 425 – 6 et suivants et R. 425 – 1 – 1 et suivants du code de l'environnement ;
Vu les articles L. 411 – 1 et suivants et L. 412 – 1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'arrêté du 11 février 2020 relatif à la mise en œuvre du plan de chasse et au marquage du gibier ;
Vu le schéma départemental de gestion cynégétique ;
Considérant la décision 2024-06-PC du 21/06/2024 ;

DECIDE

Article 1 OBJET :

La présente décision a pour objet de modifier la décision n°2024-06-PC du 21 Juin 2024.
Elle fixe à son annexe jointe la liste des attributions de plan de chasse modifiées pour la campagne 2024/2025.
Les autres articles de la décision n°2024-06-PC du 21 Juin 2024 demeurent inchangés.

Article 2 EXECUTION :

Le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Meuse, ainsi que toutes autorités habilitées à constater les infractions à la police de la chasse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera notifiée aux directeurs d'agences de l'Office National des Forêts, au service départemental de l'Office Français de la Biodiversité. En outre, chaque bénéficiaire recevra l'extrait de l'annexe le concernant.

Article 3 RECOURS :

Vous pourrez contester cette décision dans un délai de quinze jours en formulant un recours administratif préalable obligatoire devant être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par un envoi recommandé électronique auprès du Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Meuse.
Ce recours administratif préalable obligatoire doit nécessairement précéder tout recours contentieux sous peine de rejet. Le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Meuse statuera sur le fondement de la situation de fait et de droit prévalant à la date de sa décision.

Fait à BAR LE DUC, le 29 aout 2024

LE PRESIDENT,


Hervé VUILLAUME

ANNEXE INDIVIDUELLE DE LA DECISION

N° 2024-42-PC du 29 aout 2024

Modifiant le plan de chasse grand gibier pour la campagne 2024/2025

Le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Meuse,

Vu les articles L. 425 – 6 et suivants et R. 425 – 1 – 1 et suivants du code de l'environnement ;
Vu les articles L. 411 – 1 et suivants et L. 412 – 1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'arrêté du 11 février 2020 relatif à la mise en œuvre du plan de chasse et au marquage du gibier ;
Vu le schéma départemental de gestion cynégétique ;
Considérant la décision 2024-06-PC du 21/06/2024 ;

DECIDE L'ANNULATION DU (DES) BRACELET(S) MENTIONNE(S) CI-DESSOUS :

La mise en application de l'annexe individuelle est soumise au respect des articles 1 à 8 de la décision n°2024-06-PC du 21 Juin 2024

N° PC : 17.008

OFFICE NATIONALE DES FORETS
60 bd Raymond Poincaré
55001 BAR LE DUC CEDEX

ESPECES	NBR DE BRACELETS ANNULES	NUMEROS DES BRACELETS
SAI	20	5920 au 5939

N° PC : 17.024

OFFICE NATIONALE DES FORETS
60 bd Raymond Poincaré
55001 BAR LE DUC CEDEX

ESPECES	NBR DE BRACELETS ANNULES	NUMEROS DES BRACELETS
SAI	8	6055 au 6062

Fait à BAR LE DUC, le 29 Aout 2024

LE PRESIDENT



Hervé VUILLAUME

Article 1 - Une réalisation minimale des plans de chasse est imposée à hauteur de 80% pour une attribution supérieure à 15 sangliers.

Tout animal tué en infraction aux dispositions qui précèdent, et notamment tout dépassement du maximum autorisé ainsi que la non réalisation du minimum imposé entraînera les sanctions prévues par l'article R 428-13 du Code de l'Environnement, sans préjudice des sanctions prévues par le cahier des charges de la location du droit de chasse sur le territoire intéressé, ainsi que les dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par la Fédération Départementale des Chasseurs de la Meuse dans le cadre d'indemnisations versées au titre de dégâts agricoles occasionnés par le sanglier dans le secteur.

Article 2 - Vous pourrez contester cette décision dans un délai de quinze jours en formulant un recours administratif préalable obligatoire devant être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par un envoi recommandé électronique auprès du Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Meuse.

Ce recours administratif préalable obligatoire doit nécessairement précéder tout recours contentieux sous peine de rejet. Le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Meuse statuera sur le fondement de la situation de fait et de droit prévalant à la date de sa décision.